



PRÉFET DU JURA

*Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté*

Installations Classées pour la  
Protection de l'Environnement

-----  
Carrière de MONTMOROT

*Unité territoriale du Jura*

CONSEIL GENERAL DU JURA

Le Préfet,

*Arrêté préfectoral  
n° AP-2012-01 - DREAL*

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU la loi n° 93.24 du 08 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques ;
- VU la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté interministériel du 1er février 1996 modifié le 30 avril 1998 fixant le modèle d'attestation des garanties financières ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 929 du 14 juin 1999 approuvant le Schéma Départemental des Carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 578 du 18 avril 2005 mettant à jour le Schéma Départemental des Carrières ;
- VU la demande en date du 28 septembre 2009 complétée le 04 décembre 2009 du Conseil Général du JURA, présentée par Monsieur Jean RAQUIN, Président du Conseil Général du Jura, à l'effet d'être autorisée à exploiter une carrière de roches calcaires à ciel ouvert, sur une superficie totale de 1 ha 68 a 81 ca, lieudit " Le Rocher " sur la commune de MONTMOROT ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 460 en date du 23 mars 2010 prescrivant le déroulement d'une enquête publique du 19 avril au 21 mai 2010 inclus ;
- VU le registre d'enquête publique, les conclusions et l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 25 juin 2010 ;
- VU les avis émis par les Conseils Municipaux de MONTMOROT, MESSIA SUR SORNE, FONTAINEBRUX, FREBUANS, CHILLY LE VIGNOBLE, MACORNAY, RUFFEY SUR SEILLE, LONS LE SAUNIER, SAINT DIDIER ;
- VU l'absence d'avis des communes de COURLANS, COURBOUZON, VILLENEUVE SOUS PYMONT, L'ETOILE, LARNAUD, GEVINGEY et COURLAUX ;
- VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- VU l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - Formation spécialisée « Carrières » en date du 27 juin 2011 ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients des installations pour les intérêts visés à son article L. 511-1 peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT d'autre part, qu'aux termes de l'article L.515-3 du même code, l'autorisation d'une exploitation doit être compatible avec le Schéma Départemental des Carrières ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et L.211-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT également que des prescriptions relatives au contrôle d'exploitation (vibrations, poussières, remise en état) sont imposés à l'exploitant et tiennent compte de la proximité des habitations, de la station d'épuration et de la circulation routière ;

L'Exploitant entendu et consulté;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du département du JURA ;

**ARRÊTE,**

# LISTE DES ARTICLES

DISPOSITIONS GENERALES .....	4
AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES ET MISE EN SERVICE .....	5
OBLIGATIONS DE GARANTIES FINANCIERES .....	6
MODALITES D'EXTRACTION .....	8
CONDUITE DE L'EXPLOITATION .....	8
VOIRIES - ACCES A LA CARRIERE ET DESSERTE .....	10
REGISTRE ET PLANS .....	10
PREVENTION DES POLLUTIONS .....	10
REMISE EN ETAT DU SITE .....	13
FIN D'EXPLOITATION .....	15
LEVÉE DE L'OBLIGATION DES GARANTIES FINANCIERES .....	15
DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF .....	16

## ANNEXES

Annexe 1  
Annexes 2 à 3  
Annexes 4 à 5  
Annexe 6

Situation cadastrale.  
Phases d'exploitation.  
Principe de la remise en état  
Modèle d'acte de cautionnement

---

# ARRETE

## DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1 - BENEFICIAIRE

Le CONSEIL GENERAL DU JURA représenté par son Président, est autorisé, sous réserve du strict respect des conditions fixées par le présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de MONTMOROT, au lieudit "Le Rocher", section AS, parcelles n° 4 pour partie, 5 pour partie, n° 6, n° 7, n° 11, n° 126, n° 127 pour partie – d'une superficie totale de 1 ha 68 a 81 ca, une carrière de roches calcaires.

L'exploitation doit être conduite et les installations disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires au présent arrêté.

La présente autorisation n'est accordée que sous réserve des droits des tiers qui demeurent expressément réservés. Elle ne vaut pas permis de construire ni autorisation de défrichement.

Elle est délivrée sous réserve d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables à l'exploitation les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux et notamment les articles :

- 9 : déboisement et défrichage
- 10.1 : technique de décapage
- 11.4 : abattage à l'explosif
- 11.5 : stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant de l'exploitation des carrières
- 13 : accès - clôture - signalisation du danger
- 17 : prévention des pollutions - dispositions générales
- 18.1 : prévention des pollutions accidentelles
- 18.2 : rejets d'eau dans le milieu naturel
- 19 : limitation de l'émission et de l'envol des poussières
- 20 : équipements de lutte contre l'incendie
- 21 : élimination des déchets
- 22 : prévention du bruit et des vibrations mécaniques.

### ARTICLE 2 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les installations, objet de la présente autorisation, relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	A/D	Description
2510-1	Exploitation de carrières	A	Extraction à ciel ouvert de matériaux issus de roches massives.
2515-1	Broyage concassage criblage de pierres, cailloux. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	A	Installation de broyage - concassage de puissance d'environ 720 kW

### **ARTICLE 3 - NIVEAU DE PRODUCTION**

Le volume total de matériaux autorisés à extraire hors découverte est estimé à 120 000 m<sup>3</sup> de gisement, soit 300 000 tonnes. Ces matériaux ne doivent être utilisés que pour la réalisation du chantier du contournement Ouest de Lons-le-Saunier.

La quantité annuelle maximale autorisée à extraire est de 160 000 tonnes.

Les produits restants de la découverte (25 000 m<sup>3</sup> estimés) et les stériles pourront être utilisés dans le cadre du chantier du contournement.

### **ARTICLE 4 - SUPERFICIE**

Le site de la carrière porte sur une superficie maximale de 1 ha 68 a 81 ca.

### **ARTICLE 5 - LIMITES**

Les limites de la carrière sont celles définies sur le plan à l'échelle 1/500° annexé à la demande susvisée dont une copie réduite est jointe au présent arrêté en annexe 1.

Les références cadastrales des terrains concernés par la présente autorisation sont les suivantes :

COMMUNE	LIEU-DIT	SECTION	PARCELLES (pp=pour partie)	SURFACE
MONTMOROT	«Le Rocher»	AS	4pp, 5pp, 6, 7, 11, 126, 127pp	1 ha 68 a 81 ca

### **ARTICLE 6 - DUREE**

La présente autorisation est accordée pour une durée de 5 ans comptée à partir de la signature du présent arrêté qui inclut la remise en état complète du site dont les modalités sont définies à l'article 30 et suivants du présent arrêté.

### **ARTICLE 7 -**

L'extraction des matériaux ne doit plus être réalisée durant les 12 mois qui précèdent la date d'échéance de l'autorisation pour permettre l'achèvement de la remise en état.

## **AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES ET MISE EN SERVICE**

### **ARTICLE 8 -**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place en bordure de la voie d'accès au site, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

### **ARTICLE 9 -**

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière et avant le début de certaines tranches de travaux, l'exploitant est tenu d'installer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- une (des) borne(s) de nivellement permettant le contrôle de la cote NGF prescrite à l'article 18 ;
- une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enferme la nouvelle tranche des travaux. Cette clôture ne peut être interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui est fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ;
- des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation qui signalent l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles sont régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée ainsi qu'au niveau du chemin d'accès ;
- un accès à la carrière tel que défini à l'article 24 du présent arrêté, accompagné de panneaux qui signalent la sortie des camions de la carrière ainsi qu'un panneau «STOP» en sortie de carrière ;
- un plan de circulation à l'intérieur de la carrière.

Les aménagements décrits ci-dessus doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

## **ARTICLE 10 - MISE EN SERVICE**

Dès que les aménagements du site permettant la mise en service effective de la carrière ont été mis en place, tels qu'ils sont précisés à l'article 9 susvisé, le titulaire de la présente autorisation adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières prévues aux articles 12 et suivants, établi selon le modèle d'acte de cautionnement solidaire joint en annexe 6 du présent arrêté. Cet envoi signifie la mise en service de la carrière.

# **OBLIGATIONS DE GARANTIES FINANCIERES**

## **ARTICLE 11 - DISPOSITIONS GENERALES**

### **11.1 -**

L'exploitant doit, préalablement à la mise en activité de la carrière, avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 29 et suivants.

Le montant de référence (indice TP01 = 655,1 et taux TVA = 0,196 au 1er février 2011) des garanties financières devant être constitué dans ce cadre doit être au moins égal à :

Période	Phase 1 (5ans)
Montant	57 744 €

L'exploitant doit adresser au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières six mois avant leur échéance.

### **11.2 -**

L'absence de garanties financières entraîne :

- l'obligation de remettre le site immédiatement en état tel que prescrit à l'article 29 et suivants et,
- la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Le non renouvellement des garanties financières entraîne, dès la constatation de non renouvellement, la mise en demeure de l'exploitant de renouveler ses garanties financières. A l'expiration des garanties, l'activité est alors suspendue.

Le non renouvellement des garanties financières, associé au non respect des conditions de remise en état définies aux articles 29 et suivants entraîne la mise en œuvre conjointe des procédures de mise en demeure de renouvellement des garanties financières prévues ci-dessus et de remise en état prévue ci-après.

## **ARTICLE 12 - MODALITE D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES**

### **12.1 - Actualisation en fonction de l'érosion monétaire**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières prévu à l'article 13.1 est actualisé, compte tenu de l'évolution de l'indice T.P. 01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice T.P. 01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

### **12.2 - Actualisation en fonction de l'utilisation des capacités de production**

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur d'au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

## **ARTICLE 13 - APPEL DES GARANTIES FINANCIERES**

### **13.1 -**

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions en matière de remise en état fixées aux articles 30 et suivants du présent arrêté, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L.514-1 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

### **13.2 -**

La mise en jeu des garanties financières se fait par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée par le Préfet à l'organisme garant.

---

## MODALITES D'EXTRACTION

---

### **ARTICLE 14 - DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitation de la carrière doit être conduite selon les modalités prévues ci-après et telles que définies par le pétitionnaire dans son plan et schéma prévisionnels, dont copies sont jointes au présent arrêté en annexes 2 et 3 .

Le prédécoupage des flancs Est et Sud de l'exploitation sur toute la hauteur d'extraction constitue l'opération préliminaire à l'extraction. La cavité naturelle de la grotte des Rochettes ne doit pas être détruite.

L'extraction doit être réalisée suivant un schéma comportant 1 période d'une durée de 4 ans maximum concernant l'extraction et une période de 1 an concernant la fin de la remise en état.

## CONDUITE DE L'EXPLOITATION

### **ARTICLE 15 - PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE**

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, les lieux doivent être aussitôt laissés en l'état et le permissionnaire doit en aviser immédiatement la Direction Régionale des Affaires Culturelle en Franche-Comté à BESANÇON.

Durant les travaux de décapage et d'extraction, et en cas de découverte, il appartient aux deux parties de formaliser éventuellement un accord, par convention ou équivalent, établi conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et qui définit les modalités liées à la protection du site.

### **ARTICLE 16 - IMPACT PAYSAGER**

Afin de réduire l'impact visuel de la carrière sur l'environnement depuis le village de MONTMOROT, les délaissés périphériques composés en partie de haie en limite Nord-Est doivent être maintenus et entretenus.

### **ARTICLE 17 - EPAISSEUR D'EXTRACTION ET GEOMETRIE DES FRONTS**

**17.1 -** La cote minimale du carreau ne doit pas être inférieure à 230 mètres NGF.

**17.2 -** Les fronts d'exploitation sont constitués d'au plus 4 gradins de 4 mètres maximum de hauteur verticale. La hauteur du front de taille résiduel est de 15 mètres maximum ;

**17.3 -** Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis. Les limites de l'excavation sont fixes à minima dans l'annexe 2.

Afin de pouvoir exploiter à partir de la limite précédemment décrite, des travaux pourront être réalisés dans le délaissé périphérique défini ci-dessus jusqu'au niveau de la route. Un merlon de protection d'une hauteur de 1,50 m sera conservé ou mis en place le long du contournement entre la limite du périmètre et la limite d'exploitation.



**17.4 -** Lors de la phase de remise en état, le merlon réalisé le long du contournement dans la zone des 10 m pourra être extrait afin d'obtenir un talus final en cohérence avec l'aménagement du contournement.

## **ARTICLE 18 - METHODE D'EXPLOITATION - MATERIEL - ENGINS**

La carrière est exploitée par tirs de mine avec amorçage séquentiel électronique par tranche horizontale de 4 mètres. Afin de réduire la période de foration, deux foreuses sont utilisées. Les argiles à chailles sont exploitées à la pelle ou au bulldozer.

Le traitement des matériaux est assuré par une installation située sur le carreau, positionnée horizontalement pour limiter le bruit au niveau du voisinage et verticalement en fonction de l'état d'avancement de l'extraction.

Les matériaux abattus sont repris au pied du front de taille par des engins de type chargeur ou pelle hydraulique et déversés dans la trémie d'alimentation.

Les matériaux élaborés sont pour partie stockés sur le site (20 à 30 000 m<sup>3</sup>).

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'emprise de l'installation.

Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'installation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à leur emploi.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment des extincteurs portatifs situés dans les cabines des engins.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

## **ARTICLE 19 - EXTRACTION**

L'extraction est réalisée pendant une phase de 4 ans au plus, l'année suivante étant utilisée pour la remise en état.

## **ARTICLE 20 - CONSIGNES DE SECURITE**

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

## **ARTICLE 21 - STOCKAGE DES MATERIAUX**

Dans l'attente de leur réutilisation, les stériles et les matériaux de découverte pourront être stockés séparément dans les emprises de l'opération du contournement

## **VOIRIES - ACCES A LA CARRIERE ET DESSERTE**

### **ARTICLE 22 - VOIRIES**

Le présent arrêté ne fait pas obstacle à la réglementation applicable en matière de contribution de l'exploitant à la remise en état des voiries départementales et communales.

### **ARTICLE 23 - ACCES A LA CARRIERE ET DESSERTE**

L'accès et la desserte à la carrière se font sur la route départementale entre le rond pont du Rocher et le rond point du SDIS. Il est aménagé de telle manière que les camions soient niveau altimétrique de la route avant de s'engager.

Une signalisation doit être mise en place :

- en sortie du site pour que les camions soient dirigés vers le rond point du SDIS ,
- sur la route départementale pour signaler la sortie de carrière.

## **REGISTRE ET PLANS**

### **ARTICLE 24 -**

L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les limites d'extraction,
- la clôture,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF) en particulier de l'aire des stockages et des banquettes découpant les fronts,
- les zones remises en état,
- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **PREVENTION DES POLLUTIONS**

### **ARTICLE 25 - EAUX**

#### **25.1 - Stockage des hydrocarbures et produits polluants**

Le ravitaillement des engins s'effectue sur une aire étanche à partir d'une pompe munie d'un pistolet à arrêt automatique pour éviter les débordements. Un bac de rétention mobile avec feuille absorbante doit être mis en place pour la réalisation de chaque plein. L'entretien et les vidanges sont réalisés hors du site. Aucun stockage d'hydrocarbures et de produit polluant n'est réalisée sur le site.

### **25.2 - Risques de pollutions par hydrocarbures**

Un kit de produits absorbants comportant des feuilles absorbantes, des boudins, des essuyeurs ,... doit être mis à disposition du personnel.

### **25.3 - Nature des effluents**

On distingue sur la carrière :

- les eaux vannes et les eaux usées de lavabos, toilettes,
- les eaux pluviales,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

### **25.4 - Eaux vannes**

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

### **25.5 - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire aménagée pour les engins de chantiers, telle que prévue à l'article 25.1, doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique.

Les normes de rejet dans le milieu naturel sont :

- |  |   |                                 |
|--|---|---------------------------------|
| - MEST (matières en suspension totale) | : | < 35 mg/l (norme NF T 90 105)   |
| - Hydrocarbures                        | : | < 10 mg/l (norme NF T 90 114)   |
| - D.C.O.                               | : | < 125 mg/l (norme NF T 90 101). |

## **ARTICLE 26 - LIMITATION DE L'EMISSION ET DE L'ENVOL DES POUSSIÈRES**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

L'ensemble du site et de ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant est maintenu en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les pistes du site d'extraction sont arrosées surtout en période sèche..

Un réseau de retombée des poussières doit être mis en place. 3 capteurs au minimum doivent être installés dont un à proximité de l'entrée de la carrière. Ces mesures doivent être à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 27 - BRUIT**

### **27.1 -**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

En dehors des tirs de mines et conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les émissions sonores engendrées par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs suivantes :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)

Les zones à émergence réglementées sont constituées par :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales et industrielles.

Le respect des critères d'émergence ainsi définis conduit à fixer à la date du présent arrêté, des niveaux de bruit maximum en limite de propriété de l'établissement, installations en fonctionnement à 70 dB (A) de 7h30 à 18h 30 sauf les samedis, dimanches et jours fériés .

Tout constat de dépassement de ces niveaux doit être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans la zone à émergence réglementée au niveau des installations.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins.

## **27.2 - Mesures périodiques**

L'exploitant doit faire réaliser à ses frais à l'occasion de toute modification notable de ses installations et en particulier tout changement de place une campagne de mesures des émissions sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 28 - VIBRATIONS**

### **28.1 -**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Des mesures doivent être effectuées à chaque tir sur les habitations les plus proches et sur les ouvrages de la station d'épuration comme indiqué dans le dossier (étude complémentaire réalisée par le CETE d'Autun).

Des mesures doivent être effectuées à chaque tir sur les réseaux. Les vitesses particulières pondérées doivent être inférieures à 20 mm/s.

Les résultats de ces mesures sont archivés.

Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence un dépassement, l'inspection des installations classées doit être avertie et une étude doit alors être élaborée afin de déterminer :

- l'origine de ces dépassements,
- les moyens à mettre en œuvre pour respecter les normes précitées.

Afin de réaliser des tirs de mines non susceptibles de provoquer des incidents, l'exploitant est tenu de mettre en place une procédure assurant :

- le suivi de la foration et le relevé des éventuelles anomalies ;
- la transmission des renseignements au personnel chargé du chargement ;
- la prise en compte de ces anomalies et les mesures prises pour y remédier ;
- la traçabilité de la réalisation des actions précitées.

## REMISE EN ETAT DU SITE

### ARTICLE 29 - DISPOSITIONS GENERALES

La remise en état est réalisée selon le schéma de principe des annexes 4 et 5.

Elle est obtenue par remblaiement des déblais de terrassement du chantier non réutilisables dans les remblais. Les plantations sont réalisées afin de conférer à la zone sa vocation bocagère.

#### 29.1 -

Préalablement à chaque période de remblaiement, il doit être fourni au préfet un dossier sur les travaux préliminaires à celui-ci indiquant en particulier :

- la localisation des éventuelles venues d'eau sur les fronts d'exploitation,
- la présentation de la mise en place du géotextile évitant le colmatage des fissures où ont été détectées des venues d'eau,
- la présentation et la localisation du drainage du carreau qui va être comblé.

#### 29.2 -

**29.2.1** L'apport de matériaux inertes ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux extérieurs doivent être préalablement triés, c'est-à-dire avant d'entrer sur le site, de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

**29.2.2** Les apports sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs volumes, leurs caractéristiques et les moyens de transports utilisés, y compris la date d'arrivée, et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination, le tri ayant été réalisé auparavant.

**29.2.3** L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

**29.2.4** Les matériaux autorisés sont uniquement les matériaux de découverte et les stériles d'exploitation ainsi que les matériaux non réutilisés en remblais courants ou en matériaux spécifiques issus des déblais du chantier du contournement.  
La terre végétale doit être stockée à part et doit servir à la revégétalisation du site.

**29.2.5** Tout autre apport de matériau même inerte est interdit.

**29.2.6** L'exploitant doit vérifier que les déblais venant de l'extérieur ne contiennent pas de déchets interdits ; avant stockage, ils doivent subir un examen visuel et olfactif ainsi qu'un contrôle qui permettent de déceler des éléments indésirables par déchargement des camions ; une benne pour la récupération des refus est à mettre en place. Ces refus devront figurer sur le registre : quantité, volume et nature.

**29.2.7** En cas de chargement pollué ou douteux, le camion doit être refusé. Si, après déchargement sur l'aire étanche, les matériaux ne sont pas acceptables ou s'il y a doute, ils sont immédiatement rechargés dans le véhicule vidé resté en attente.  
Cette information de refus est inscrite sur le registre.

**29.2.8** Le traitement et l'élimination des refus (éléments indésirables de la benne et chargements pollués ou douteux) doivent être assurés dans des installations aptes à les recevoir.

### **29.3 - Remblaiement, modelage et végétalisation**

**29.3.1** Le remblaiement qui doit être de 200 000 tonnes à minima se fait par régilage de couches successives de 1 m d'épaisseur maximum.

Les dispositions constructives du remblaiement et en particulier celles concernant les couches supérieures devront assurer l'écoulement des eaux de surface pour éviter toute stagnation d'eau.

**29.3.2** Côté ouest, le remblaiement envisagé se limitera au niveau de l'altitude de la voie du contournement. Côté est, le niveau du remblaiement sera ajusté en fonction de la tenue des terrains et de la qualité de l'aspect minéral de la roche. En cas de possibilité de conserver les fronts de tailles apparents, ceux-ci seront purgés et réalisés avec des pentes de 70° par rapport à l'horizontale. En cas d'impossibilité, le remblaiement sera réalisé avec des pentes douces. L'aménageur affinera le projet de réaménagement avec le paysagiste qu'il a mandaté pour le projet du contournement.  
Le projet final ne sera réalisable qu'après justification sur la base d'un dossier fourni à l'inspection des installations classées.

**29.3.3** Les nouveaux milieux floristiques et faunistiques mises en place après remblayage doivent être fait en continuité avec le reste du chantier.

Les espèces plantées pour la prairie bocagère où doivent être réalisées des semis herbacées doivent être des essences locales.

Le quantitatif des plantations est à minima :

- plantations denses de haies et de vergers (chêne pubescent, érable champêtre, merisier, prunellier, aubépine, pommier, cerisier,...) sur 430 ml, soit environ 500 arbres et arbustes,
- plantations arbustives sur les talus en bordure des infrastructures routières, environ 500 arbustes.

### **ARTICLE 30 - SURFACE A REMETTRE EN ETAT**

La surface à remettre en état est de 1ha 68a 81ca.

### **ARTICLE 31 - MODALITES DE REMISE EN ETAT**

La remise en état est réalisée après l'extraction complète des matériaux.

### **ARTICLE 32 - DATE DE FIN DE REMISE EN ETAT**

La remise en état totale du site doit être achevée au moins 6 mois avant le terme de l'autorisation.

### **ARTICLE 33 - REMISE EN ETAT NON CONFORME A L'ARRETE D'AUTORISATION**

Toute infraction aux prescriptions ci-dessus relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L.514-11 du Code de l'Environnement.

## **FIN D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 34 -**

L'exploitant doit adresser au Préfet, au moins un an avant la date d'expiration de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;
- le plan de remise en état définitif accompagné de profils en long et en travers ;
- un mémoire sur l'état du site et le registre prévu à l'article 29.2.3.

Le mémoire sur l'état du site précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 et L.211-1 du Code de l'Environnement susvisé, et notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité par l'arrêté d'autorisation sont réalisés, l'exploitant en informe le Préfet.

## **LEVÉE DE L'OBLIGATION DES GARANTIES FINANCIERES**

### **ARTICLE 35 -**

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspecteur des installations classées et après avis du maire de MONTMOROT, l'obligation de garanties financières imposée à l'article 14 du présent arrêté est levée par voie d'arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R.512-31 du Code de l'Environnement.

Copie de l'arrêté susvisé est adressé, par le Préfet, à l'établissement garant.

---

## **DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF**

---

### **ARTICLE 36 - CADUCITE - PEREMPTION**

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de forme majeure.

### **ARTICLE 37 - MODIFICATIONS NOTABLES**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation et à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial de demande d'autorisation est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 38 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Le changement d'exploitant est subordonné à autorisation préfectorale accordée dans les conditions prévues à l'article R.516-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 39 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES**

Lorsqu'il se produit dans la carrière des faits et dommages de nature à compromettre la sécurité et la salubrité publique, l'exploitant doit en aviser immédiatement le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et le maire de la commune.

### **ARTICLE 40 - ACCIDENTS ET INCIDENTS**

Le titulaire de la présente autorisation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 41 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déférée au Tribunal Administratif :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte lui a été notifié ;
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présentent pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage des installations que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de ces installations ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.



## ARTICLE 42 - PUBLICITE ET NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au CONSEIL GENERAL DU JURA.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en Mairie de MONTMOROT par les soins du Maire pendant un mois.

## ARTICLE 43 - EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura, Monsieur le Maire de MONTMOROT ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à :

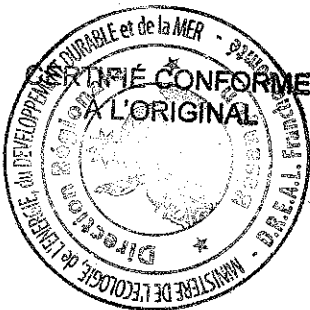
- Messieurs les Maires des communes de MONTMOROT, MESSIA-SUR-SORNE, FONTAINEBRUX, FREBUANS, CHILLY-LE-VIGNOBLE, MACORNAY, RUFFEY-SUR-SEILLE, LONS-LE-SAUNIER, SAINT-DIDIER, COURLANS, COURBOUZON, VILLENEUVE-SOUS-PYMONT, L'ETOILE, LARNAUD, GEVINGEY et COURLAOUX,
- Monsieur le Président du Conseil Général du Jura,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Monsieur le Directeur de l'Institut National des Appellations d'Origine,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté à BESANCON,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté – Unité Territoriale du JURA,

Fait à LONS-LE-SAUNIER, le

6 - FEV. 2012

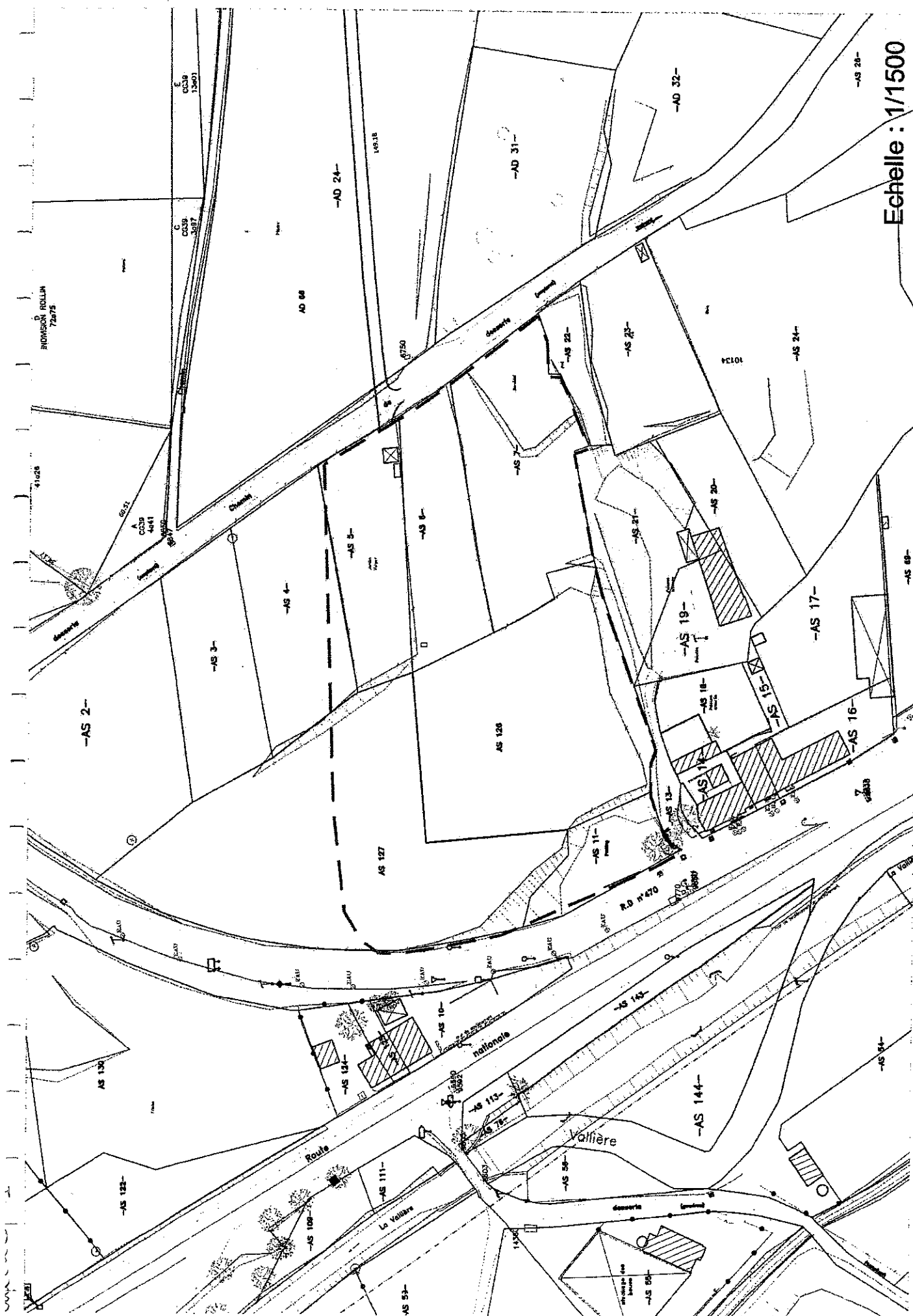
Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général

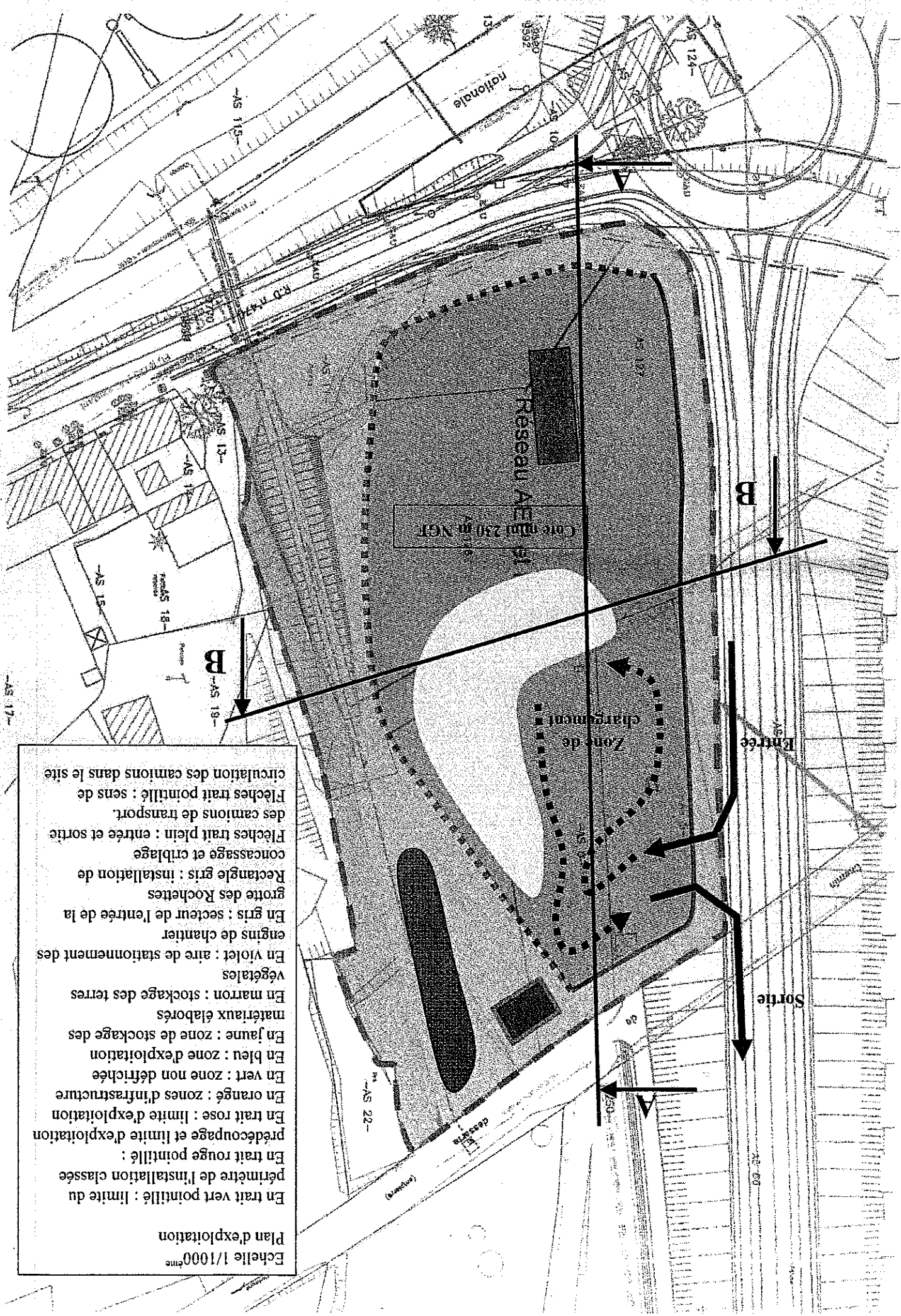
Jean-Marie WILHELM





Echelle : 1/1500

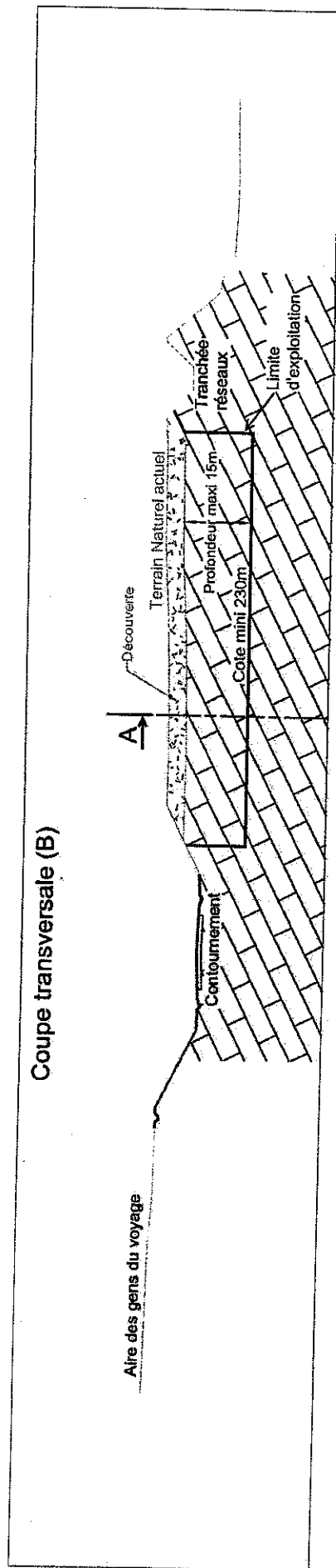
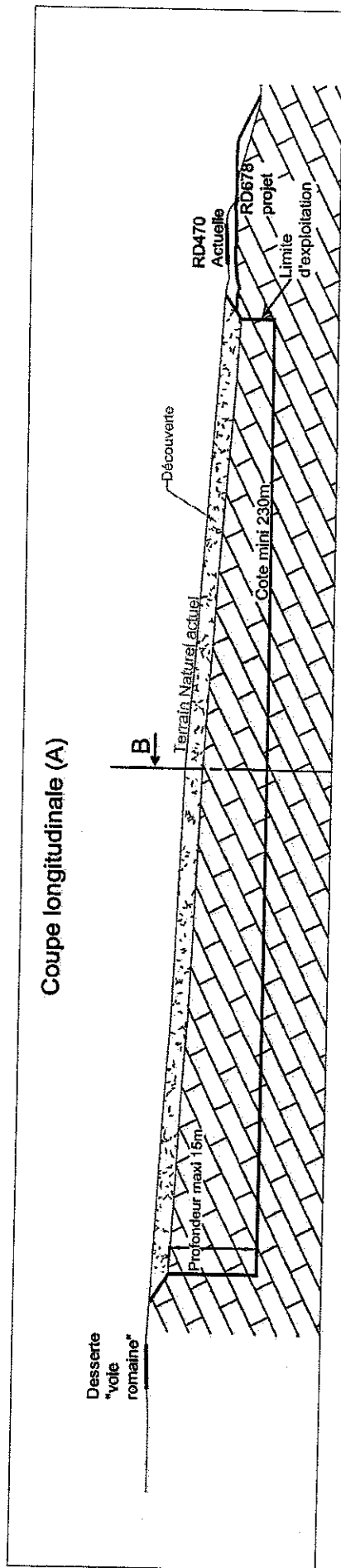




Echelle 1/1000<sup>ème</sup>  
 Plan d'exploitation  
 En trait vert pointillé : limite du  
 périmètre de l'installation classée  
 En trait rouge pointillé :  
 prédécoupage et limite d'exploitation  
 En trait rose : limite d'exploitation  
 En orange : zones d'infrastructure  
 En vert : zone non défrichée  
 En bleu : zone d'exploitation  
 En jaune : zone de stockage des  
 matériaux élaborés  
 En marron : stockage des terres  
 végétales  
 En violet : aire de stationnement des  
 engins de chantier  
 En gris : secteur de l'entrée de la  
 grotte des Rochettes  
 Rectangle gris : installation de  
 concassage et criblage  
 Flèches trait plein : entrée et sortie  
 des camions de transport.  
 Flèches trait pointillé : sens de  
 circulation des camions dans le site

# Contournement de Lons le Saunier Secteur du rocher Exploitation de la carrière Vues en coupe schématiques

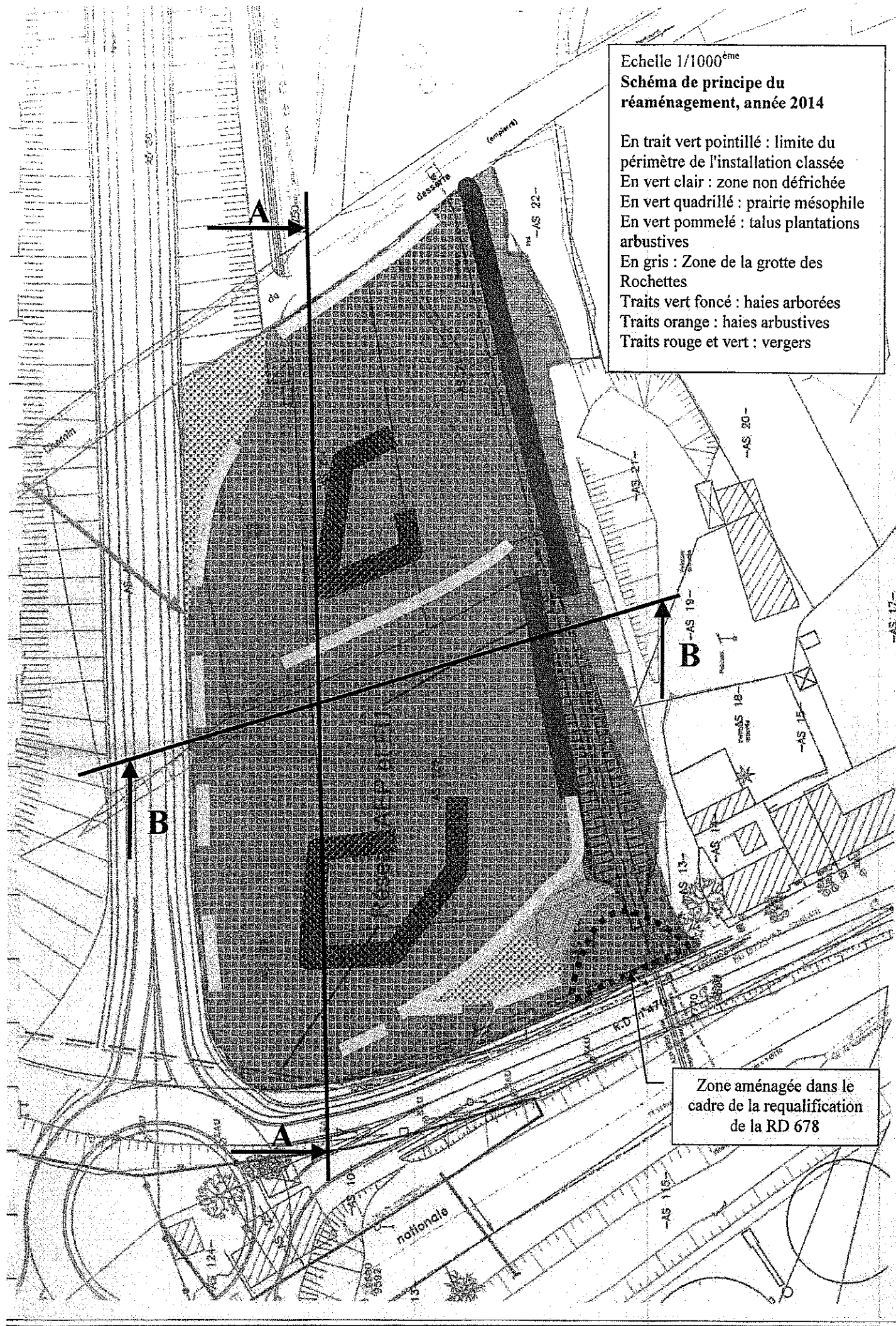
Echelle: 1/1000



Echelle 1/1000<sup>ème</sup>

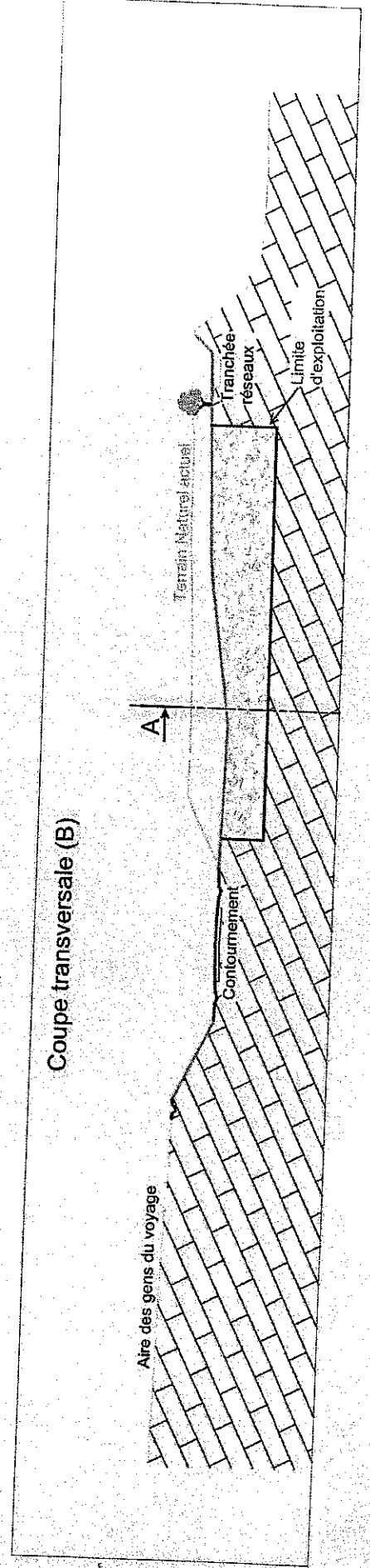
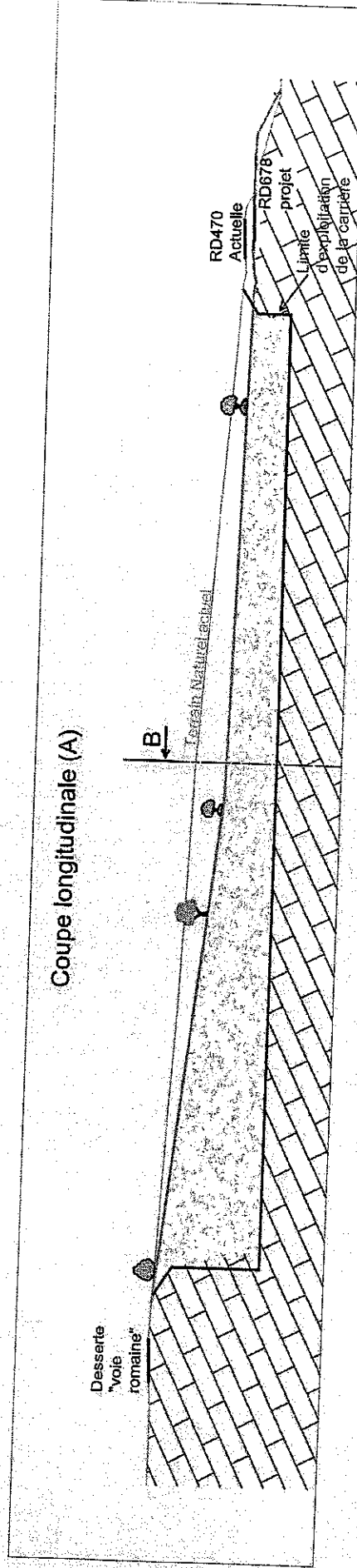
**Schéma de principe du réaménagement, année 2014**

En trait vert pointillé : limite du périmètre de l'installation classée  
 En vert clair : zone non défrichée  
 En vert quadrillé : prairie mésophile  
 En vert pommelé : talus plantations arbustives  
 En gris : Zone de la grotte des Rochettes  
 Traits vert foncé : haies arborées  
 Traits orange : haies arbustives  
 Traits rouge et vert : vergers



# Annexe 5 Contournement de Lons le SaunierSecteur du rocherAménagement paysagerVues en coupes

Echelle: 1/1000







## ACTE DE CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE

Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement  
Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977

L'établissement .....<sup>(1)</sup> immatriculé au registre du commerce et des sociétés de ..... sous le numéro ..... représenté par ..... dûment habilité en vertu de .....<sup>(2)</sup>,

## APRÈS AVOIR RAPPELÉ QU'IL A ÉTÉ PORTÉ À SA CONNAISSANCE QUE :

.....<sup>(3)</sup> ci-après dénommé(e) « le cautionné », titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du .....<sup>(4)</sup> du préfet du ..... d'exploiter .....<sup>(5)</sup> a demandé à l'établissement susvisé ci-après dénommé « la caution » de lui fournir son cautionnement solidaire,

DÉCLARE PAR LES PRÉSENTES, en application de l'article 4-2 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et des articles 23-2 et suivants du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, se constituer caution solidaire en renonçant aux bénéfices de division et de discussion, d'ordre et pour le compte du cautionné dans les termes et sous les conditions ci-après :

## ART. 1 - OBJET DE LA GARANTIE

Le présent cautionnement constitue un engagement purement financier. Il est exclusif de toute obligation de faire et il est consenti dans la limite du montant maximum visé à l'article 2 en vue de garantir au préfet susvisé le paiement en cas de défaillance du cautionné des dépenses liées à :  
.....<sup>(6)</sup>.

La présente garantie ne couvre pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de ce dernier.

## ART. 2 - MONTANT

Le montant maximum du cautionnement est de F .....<sup>(7)</sup>.

## ART. 3 - DURÉE

## 3.1 - Durée

Le présent engagement de caution prend effet à compter du .....<sup>(8)</sup>. Il expire le .....<sup>(9)</sup> 18 heures. Passé cette date il ne pourra plus y être fait appel.

## 3.2 - Renouvellement

<sup>1</sup> Dénomination, forme, capital, siège social de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurance et, éventuellement adresse de sa succursale souscriptrice du cautionnement.

<sup>2</sup> Pouvoir ou habilitation avec mention de sa date.

<sup>3</sup> Personne morale de droit privé ou public ou personne physique (désignation complète).

<sup>4</sup> Date de l'arrêté préfectoral.

<sup>5</sup> Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations classées et le lieu d'implantation de l'installation.

<sup>6</sup> Variante 1 (pour les installations de stockage de déchets):

- a) la surveillance du site ;
- b) les interventions en cas d'accident ou de pollution ;
- c) la remise état du site après exploitation.

Variante 2 (pour les carrières) : la remise état du site après exploitation.

Pour la Variante 1, l'acte de cautionnement peut ne viser que l'un des objets (a), b) ou c)).

<sup>7</sup> Montant en chiffres et en lettres : pour la Variante 1, le montant maximum de chaque objet peut être indiqué dans la mesure où les objets peuvent être distingués.

<sup>8</sup> Date d'effet de la caution.

<sup>9</sup> Date d'expiration de la caution.

Le cautionnement pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous réserve :

- que le cautionné en fasse la demande au moins .....<sup>(10)</sup> mois avant l'échéance ;
- et que la caution marque expressément son accord de renouvellement au bénéficiaire. Cet accord devra intervenir, conformément à l'article 23-3, dernier alinéa, du décret du 21 septembre 1977 susvisé, au moins trois mois avant l'échéance du cautionnement.

### **3.3 - Caducité**

Le cautionnement deviendra automatiquement caduc et la caution sera libérée de toute obligation en cas de fusion-absorption du cautionné, après autorisation de changement d'exploitant en faveur de l'absorbant.

### **Art. 4 - Mise en jeu du cautionnement**

En cas de non-exécution par le cautionné d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, le présent cautionnement pourra être mis en jeu par le préfet susvisé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la caution à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés au cautionné ;
- soit en cas de disparition du cautionné personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès du cautionné personne physique.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu le cautionnement, le préfet devra mentionner que les conditions précisées ci-dessus ont été remplies.

### **Art. 5 - Attribution de compétence**

Le présent cautionnement est soumis au droit français avec compétence des tribunaux français.

Fait à .....<sup>(11)</sup> ....., le .....<sup>(12)</sup> .....

---

<sup>10</sup> Délai de préavis.

<sup>11</sup> Lieu d'émission.

<sup>12</sup> Date.